

Question d'Europe
n°394
30 mai 2016

Quel risque de contagion en cas de "Brexit"?

Julien Zalc

Résumé :

Au-delà de l'amputation économique et stratégique qu'entraînerait une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, un « Brexit » ne manquerait pas en outre de doper les discours europhobes de certaines forces politiques nationales : à titre d'exemple, aux Pays-Bas, certains journaux populaires ont déjà posé la question d'organiser un référendum sur l'appartenance du pays à l'UE¹. Si le Royaume-Uni sortait de l'UE, faudrait-il craindre un effet domino dans les autres Etats membres ? Quels sont les pays dans lesquels les tentations sont les plus importantes ? C'est ce à quoi nous tentons de répondre, en nous appuyant notamment sur les données de l'Eurobaromètre autour de 3 axes principaux, correspondant chacun à des questions spécifiques posées dans les différents Etats membres : le soutien à l'UE ; l'opinion à l'égard de l'appartenance ; le sentiment que son pays ferait mieux, ou moins bien, s'il était en dehors de l'UE.

Comme il l'avait annoncé en 2013, David Cameron a décidé d'organiser un référendum le 23 juin lors duquel les électeurs britanniques seront appelés à dire s'ils souhaitent que leur pays reste, ou non, dans l'UE. Probablement lancée pour contrer la surenchère eurosceptique au sein du parti conservateur, l'initiative du Premier ministre britannique pourrait avoir des répercussions sur l'ensemble des Etats membres de l'UE. Au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'échéance, l'Europe et ses dirigeants semblent de plus en plus tétanisés, en imaginant quelles pourraient être les conséquences d'une victoire du « Out », et donc de la première sortie d'un Etat membre. Car l'UE n'a fait que s'élargir depuis sa création pour passer de 6 à 28 membres. La sortie d'un pays serait donc une première. Le "Brexit" ne pourrait-il pas, par effet domino, entraîner la sortie de l'UE d'autres Etats Membres ? A l'heure où l'euroscepticisme progresse au sein de l'UE², la question mérite d'être posée.

Une analyse de l'opinion publique européenne s'appuyant sur les données de l'Eurobaromètre permet d'identifier des pays où ce risque de contagion semble le plus important. Cette analyse est effectuée selon 3 axes : Le soutien à l'égard de l'UE ; L'opinion sur l'appartenance ; Le sentiment que son pays s'en sortirait mieux s'il était en dehors de l'UE. Elle s'appuie sur les données les plus récentes, c'est-à-dire celles des enquêtes Eurobaromètre réalisées à l'automne 2015.

LE SOUTIEN À L'UNION EUROPÉENNE

Pour mesurer le soutien à l'UE, on utilise 3 indicateurs³ : la confiance dans l'UE (plutôt confiance/plutôt pas confiance), l'image de l'UE (positive/neutre/négative), et l'optimisme pour le futur de l'UE (optimiste/pessimiste). On fait ensuite la moyenne des items négatifs sur ces 3 indicateurs, ce qui permet de classer les Etats membres en fonction de leurs opinions à l'égard de l'UE. On applique ensuite la méthode des quartiles⁴ à cette moyenne, ce qui permet d'identifier 4 groupes de pays. Le premier groupe est celui dans lequel les moyennes des items négatifs, et donc les opinions critiques à l'égard de l'UE sont les plus élevées. Il est constitué de 7 pays : la Grèce, Chypre et l'Autriche se distinguent avec une moyenne supérieure à 50% ; viennent ensuite la République tchèque, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, dernier pays de ce premier groupe⁵. Une première constatation s'impose : contrairement à ce à quoi on aurait pu s'attendre, ce n'est pas au Royaume-Uni que les opinions négatives à l'égard de l'UE sont les plus prononcées.

Deuxième constatation : ce groupe est assez hétéroclite. Géographiquement, d'abord. Pas d'unité non plus en ce qui concerne la perception de la situation économique dans ces pays : elle est perçue comme « bonne » par une large majorité de personnes interrogées en Allemagne (83%), et par plus d'une personne sur deux en Autriche et en République tchèque (51% dans les deux pays), les opinions publiques sont nettement plus négatives en France (14%), à Chypre (14%) et surtout en Grèce (3% seulement).

1. Servaas van der Laan, 'Krijgtook Nederland zijn eigen EU-referendum?', Elsevier, 23 février 2016

2. Voir notamment « Euroscepticisms et europhobie : l'Europe à l'épreuve des populismes », T. Chopin, <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0375-euroscepticisms-et-europhobie-l-europe-a-l-epreuve-des-populismes>; « Euroscepticisme ou Europhobie : protester ou sortir », Y. Bertoinci et N. Koenig, <http://www.institutdelors.eu/media/escepticismeoueurophobie-bertoncini-koenig-ne-ijd-nov14.pdf?pdf=ok>

3. <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/PublicOpinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/70152>

Tableau 1

Source : Standard automne 2015 (EB84)

		Plutôt confiance dans l'UE (%)	Total image 'positive' de l'UE (%)	Total 'Optimiste' pour le futur de l'UE (%)	Moyenne opinions positives à l'égard de l'UE (%)	Plutôt pas confiance dans l'UE (%)	Total image 'Négative' de l'UE (%)	Total 'Pessimiste' pour le futur de l'UE (%)	Moyenne opinions négatives à l'égard de l'UE (%)
UE28		32	37	53	40.7	55	23	41	39.7
EL		18	22	34	24.7	81	38	63	60.7
CY		17	22	37	25.3	72	41	58	57.0
AT		26	23	40	29.7	65	41	56	54.0
CZ		27	27	47	33.7	63	31	51	48.3
FR		26	35	44	35.0	63	25	52	46.7
DE		28	34	46	36.0	63	27	48	46.0
UK		23	30	46	33.0	63	31	44	46.0
SI		30	33	53	38.7	61	21	45	42.3
SK		39	35	51	41.7	51	24	46	40.3
BE		39	39	56	44.7	54	23	41	39.3
HU		41	39	50	43.3	51	20	47	39.3
IT		31	38	52	40.3	52	23	41	38.7
ES		25	33	60	39.3	61	18	33	37.3
NL		42	34	58	44.7	46	25	40	37.0
LV		37	32	51	40.0	47	17	45	36.3
SE		46	39	58	47.7	42	25	40	35.7
LU		45	45	60	50.0	46	20	38	34.7
PT		42	42	57	47.0	48	15	39	34.0
FI		44	32	57	44.3	39	20	40	33.0
DK		47	36	65	49.3	41	18	30	29.7
HR		44	51	69	54.7	46	12	29	29.0
E		33	54	76	54.3	52	14	20	28.7
BG		44	48	57	49.7	35	17	33	28.3
EE		40	36	56	44.0	29	12	37	26.0
PL		37	55	70	54.0	39	7	21	22.3
MT		46	43	69	52.7	31	10	21	20.7
RO		58	57	73	62.7	29	9	21	19.7
LT		59	53	67	59.7	25	6	28	19.7

Groupe 1	60.7
Groupe 2	43.3
Groupe 3	36.7
Groupe 4	28.9

4. Les Etats membres sont placés dans 4 groupes de même taille, à partir de leurs scores à la variable analysée. En raison de l'égalité des scores entre certains pays, il peut arriver que certains groupes de pays soient légèrement plus importants que d'autres.

5. Notons qu'une approche « inversée », consistant à faire la moyenne de ces trois indicateurs sur les items positifs (confiance dans l'UE ; image positive de l'UE ; optimisme pour le futur de l'UE), et à s'intéresser alors aux pays du groupe 4, c'est-à-dire ceux pour lesquels les opinions à l'égard de l'UE sont les moins bonnes (plutôt que comme ici, les plus mauvaises), on retrouve exactement les mêmes pays : Grèce, Chypre, Autriche, Royaume-Uni, République tchèque, France et Allemagne.

L'OPINION À L'ÉGARD DE L'APPARTENANCE À L'UNION EUROPÉENNE

Le deuxième axe concerne l'opinion à l'égard de l'appartenance à l'UE, une notion un peu différente du soutien à l'égard de l'UE : on peut être relativement critique à l'égard de l'UE, sans remettre du tout en cause l'appartenance de son pays à l'UE. Pour cela, on utilise les résultats de 2 indicateurs historiques de l'Eurobaromètre, dans une enquête réalisée pour le Parlement européen en septembre 2015⁶ : d'une part, le sentiment à l'égard de l'appartenance (Une bonne chose / Une mauvaise chose / Une chose ni bonne ni mauvaise), qui existe depuis les débuts de l'Eurobaromètre en 1973 ; d'autre part, une question portant sur les bénéfices perçus de cette appartenance pour le pays (a bénéficié/n'a pas bénéficié). De la même manière que pour le soutien à l'UE, on fait la moyenne des réponses négatives sur ces 2 indicateurs, ce qui permet de classer les pays européens en fonction des opinions défavorables à l'égard de l'appartenance.

Les enquêtes Eurobaromètre mettent en évidence plusieurs éléments : d'abord, une forte majorité d'Européens considèrent l'appartenance à l'UE comme une « bonne chose » (55% contre 15% répondant une « mauvaise chose ») et une forte majorité (60%) considère que son pays a bénéficié de son appartenance à l'UE (contre 31% jugeant que cela n'a pas été le cas).

Néanmoins, il existe naturellement des variations nationales importantes conduisant à distinguer plusieurs groupes de pays.

Dans le premier groupe, celui dans lequel les critiques à l'égard de l'appartenance sont les plus prononcées, on retrouve donc Chypre, très nettement au-dessus des autres, l'Autriche, la Grèce, la République tchèque et le Royaume-Uni, soit 4 pays qui étaient déjà parmi ceux où les opinions négatives sur l'UE étaient les plus prononcées. Ils sont ici rejoints par l'Italie et la Slovaquie.

Cette étude des deux axes d'analyse permet de tirer quelques conclusions : en mettant le Royaume-Uni à part, on peut observer un euroscepticisme assez prononcé dans 8 pays. C'est surtout le cas en Grèce (score de 60,7 pour la moyenne des opinions négatives à l'égard de l'UE, et de 32 pour la moyenne des critiques sur l'appartenance), pour des moyennes européennes de respectivement 39,7 et 23 (voir tableaux 1 et 2). Les scores sont à Chypre (57 ; 46), en Autriche (54 ; 37) et en République tchèque (48,3 ; 29). Ces Etats membres sont dans le premier groupe (celui dont les moyennes sont les plus importantes) sur les 2 premiers axes. La France (46.7 ; 25) et l'Allemagne (46.0 ; 19) sont dans le premier groupe sur l'axe du soutien à l'UE. Enfin, la Slovaquie (42,3 ; 26,5), et l'Italie (38.7, 35) sont dans le premier groupe sur l'axe de l'appartenance.

En Grèce et à Chypre, ce n'est pas très surprenant : ces deux pays ont été frappés très durement par la crise économique et les réformes imposées ont été, et sont toujours, vécues douloureusement par la population. La présence de la République tchèque et de l'Autriche, voire de la Slovaquie, située sur « la route des Balkans », ce chemin emprunté par les migrants, notamment depuis la fermeture de la frontière entre la Serbie et la Hongrie s'explique par la question des réfugiés et la volonté d'appliquer des solutions nationales pour faire face à la crise migratoire.

6. http://www.europarl.europa.eu/pdf/etre/2015/2015parlemeter/eb84_1_synthese_analytique_partie_II_fr.pdf

Tableau 2

Source : enquête Parlemètre, septembre 2015

04

		Une bonne chose (%)	A bénéficié (%)	Moyenne "bonne opinion sur l'appartenance" (%)	Une mauvaise chose (%)	N'a pas bénéficié (%)	Moyenne "mauvaise opinion sur l'appartenance" (%)
JE28		55	60	57.5	15	31	23.0
CY		36	34	35.0	30	62	46.0
AT		36	47	41.5	29	45	37.0
IT		40	44	42.0	23	47	35.0
EL		45	56	50.5	23	41	32.0
CZ		34	60	47.0	24	34	29.0
UK		47	51	49.0	21	36	28.5
SI		44	59	51.5	18	35	26.5
SE		59	58	58.5	17	35	26.0
BG		47	47	47.0	15	36	25.5
FR		52	57	54.5	16	34	25.0
HU		46	61	53.5	15	32	23.5
HR		48	64	56.0	16	29	22.5
FI		56	63	59.5	15	30	22.5
ES		58	63	60.5	13	29	21.0
PT		49	65	57.0	14	27	20.5
LV		48	66	57.0	12	26	19.0
DE		71	62	66.5	9	29	19.0
BE		68	69	68.5	13	25	19.0
SK		48	73	60.5	13	24	18.5
NL		70	66	68.0	9	27	18.0
DK		65	75	70.0	12	17	14.5
RO		64	72	68.0	8	20	14.0
E		72	82	77.0	9	13	11.0
EE		62	79	70.5	7	13	10.0
PL		62	82	72.0	8	11	9.5
LT		67	85	76.0	7	11	9.0
MT		63	84	73.5	8	8	8.0
LU		82	85	83.5	5	11	8.0

Groupe 1	46.0
Groupe 2	26.1
Groupe 3	20.8
Groupe 4	14.4

LA SITUATION SERAIT-ELLE MEILLEURE EN DEHORS DE L'UE ?

Ce troisième axe s'intéresse aux réponses à 2 questions portant sur ce qu'il adviendrait – d'une manière générale, d'une part, et domaine par domaine, d'autre part – en cas de sortie de l'UE.

La première est posée régulièrement dans l'Eurobaromètre depuis le printemps 2012 (EB78). On demande aux personnes interrogées

si « leur pays pourrait mieux faire face au futur s'il était en dehors de l'UE ». C'est d'ailleurs indirectement à cette question que répondront les électeurs britanniques qui iront voter le 23 juin⁷. Dans la deuxième, on demande aux répondants s'ils pensent que « leur pays ferait mieux ou moins bien qu'aujourd'hui », dans une série de 15 domaines, s'ils étaient en dehors de l'UE. Elle a été posée deux fois, dans les enquêtes Parlemètre de décembre 2014⁸ et de septembre 2015.

7. Au Royaume-Uni, la question qui sera posée aux électeurs sera la suivante : Est-ce que le Royaume-Uni devrait rester un membre de l'Union européenne, ou quitter l'Union européenne ?

8. http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2015/2014parlemeter/eb82_4_parlemeter_analytical_synthesis_fr.pdf

a) Une majorité d'Européens ne pense pas que son pays pourrait mieux faire en dehors de l'UE

Une majorité absolue des Européens n'est pas d'accord avec la proposition selon laquelle son pays pourrait mieux faire face au futur, en dehors de l'UE (55%), mais un tiers est d'un avis contraire (34%). Lorsque l'indice d'accord⁹ est positif, cela signifie donc qu'une majorité de la population considère que son pays serait mieux

armé pour faire face au futur s'il était en dehors de l'UE. Avec la méthode des quartiles appliquée à cet indice, on identifie 7 Etats membres dans le premier groupe, celui des pays pour lesquels l'indice est le plus important : Chypre (55% pour le total « d'accord », contre 37% pour le total « pas d'accord », soit un indice de 18), la Slovaquie (indice de 6), le Royaume-Uni (5), où il est positif ; L'Autriche, où il est nul, l'Italie, la République tchèque (-8 dans les deux pays) et la Croatie (-11).

Tableau 3

Source : Standard automne 2015 (EB84)

	Total "d'accord" (%)	Total "pas d'accord" (%)	Indice
UE28	34	55	-21
CY	55	37	18
SI	48	42	6
UK	47	42	5
AT	45	45	0
CZ	39	47	-8
IT	39	47	-8
HR	39	50	-11
PL	35	51	-16
HU	36	54	-18
EL	37	57	-20
BG	27	49	-22
LV	32	54	-22
FR	32	57	-25
RO	29	56	-27
PT	30	59	-29
SE	30	61	-31
DE	30	63	-33
SK	28	61	-33
FI	25	59	-34
ES	24	62	-38
BE	27	66	-39
MT	26	65	-39
E	25	65	-40
LU	26	68	-42
IE	18	64	-46
DK	22	71	-49
LT	21	72	-51
NL	18	76	-58

Groupe 1	18
Groupe 2	-15
Groupe 3	-28
Groupe 4	-39

9. Différence entre les réponses « d'accord » et « pas d'accord ».

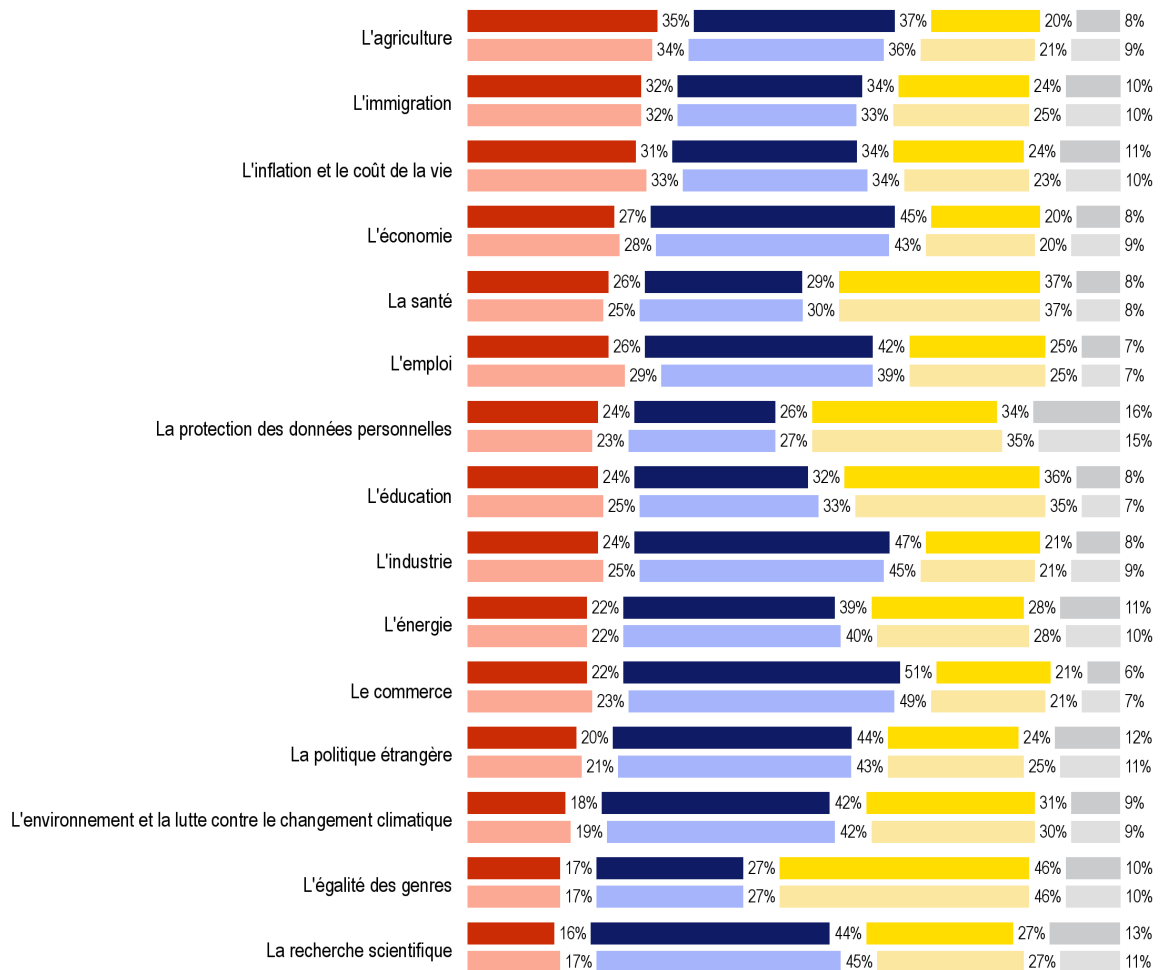
Quel risque de contagion en cas de "Brexit"?

b) Des résultats domaine par domaine qui varient fortement entre les différents Etats membres

Au niveau européen, un premier constat s'impose : quel que soit le domaine étudié, la proportion d'Européens qui considère que son pays s'en sortirait mieux s'il était en dehors de l'UE est plus faible que celle qui pense le contraire. Cependant, l'opinion publique européenne est partagée sur plusieurs sujets : c'est notamment le cas de la protection des données personnelles (24% de réponses « mieux en dehors de l'UE », 26% de réponses

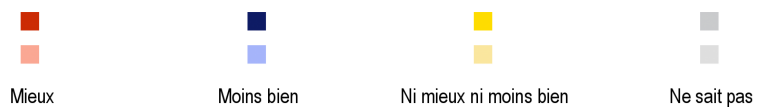
« moins bien », soit un indice « d'inefficacité européenne détaillée¹⁰ » de -2), l'immigration (-2), l'agriculture (-3), la santé (-3), et l'inflation et le coût de la vie (-3). A l'autre bout de l'échelle, les domaines où l'indice est le plus faible sont le commerce (22% de réponses « mieux en dehors de l'UE », 51% de réponses « moins bien », soit un indice de -29), la recherche scientifique (indice de -28), la politique étrangère (-24) et l'environnement et la lutte contre le changement climatique (-24). Pour ces derniers sujets, les Européens sont convaincus que leur pays s'en sortirait moins bien en dehors de l'UE.

Q25. Si (NOTRE PAYS) était en dehors de l'UE, pensez-vous qu'il ferait mieux, moins bien, ou ni mieux ni moins bien dans chacun des domaines suivants ?



10. Différence entre les réponses « mieux en dehors de l'UE » et les réponses « moins bien » : un indice positif signifie donc que, pour le domaine étudié, une majorité de personnes interrogées pensent que le pays s'en sortirait mieux s'il était en dehors de l'UE.

EB84.1 Sept. 2015
EB82.4 Nov.-Déc. 2014



Une analyse nationale sur l'ensemble des domaines

En faisant la moyenne nationale des indices pour chacun des 15 domaines étudiés, et en appliquant la méthode des quartiles à cette moyenne, on

identifie les 7 pays pour lesquels le sentiment que le pays ferait mieux en dehors de l'UE est le plus important : Chypre, l'Autriche, la République tchèque, l'Italie, le Royaume-Uni, qui étaient déjà dans le groupe 1 sur la perception globale, ainsi que la France et la Bulgarie.

Tableau 4

**Indice "d'inefficacité européenne" :
"mieux en dehors de l'UE" - "moins bien en dehors de l'UE"**

		L'immigration	L'agriculture	La protection des données personnelles	L'initiation et le coût de la vie	L'énergie	La santé	L'égalité des genres	L'emploi	L'éducation	L'industrie	Le commerce	L'économie	La politique étrangère	L'environnement et la lutte contre le	La recherche scientifique	Moyenne des indices pour les 15 domaines
UE28		-2	-2	-2	-3	-17	-3	-10	-16	-8	-23	-29	-18	-24	-24	-28	-13.9
CY		33	23	11	43	-3	1	-5	46	-1	18	18	39	-8	-19	-28	11.2
AT		28	24	23	28	8	20	3	14	17	-21	-17	-11	-1	-7	-14	6.3
CZ		33	32	15	6	6	3	1	-4	-5	-5	-13	-10	-10	-13	-26	0.7
IT		-4	16	5	6	-5	3	-1	-3	1	-3	-2	-1	-12	-13	-9	-1.5
UK		21	0	6	5	-10	11	1	-6	3	-16	-27	-5	-3	-18	-18	-3.7
FR		-1	13	1	7	-14	4	-8	3	1	-11	-18	-4	-21	-26	-25	-6.6
BG		-15	-1	-11	-4	4	-5	-8	-16	4	-4	-6	-6	-18	-20	-13	-7.9
EL		-10	13	-5	14	-19	0	-15	9	0	-17	-11	6	-30	-33	-36	-8.9
LV		11	6	-8	2	-15	-11	-10	-19	-20	9	-20	-7	-29	-23	-24	-10.5
FI		12	11	-3	-9	-15	-3	-11	-4	-14	-15	-21	-1	-27	-40	-35	-11.7
SE		-4	26	18	-4	-1	4	17	-22	-17	-45	-56	-11	-27	-18	-40	-12.0
SK		14	20	3	-8	-13	-10	-8	-34	-14	-28	-28	-23	-25	-21	-35	-14.0
DE		9	-7	13	1	-16	2	-6	-26	-10	-36	-49	-35	-25	-15	-31	-15.4
HR		-18	-3	-12	-20	-23	-17	-21	-32	-11	-21	-19	-22	-18	-24	-26	-19.1
NL		-9	-10	14	-2	-27	-4	2	-24	-5	-41	-54	-31	-25	-38	-38	-19.5
PT		-32	7	-16	0	-24	-14	-26	-14	-18	-21	-16	-20	-44	-37	-41	-21.1
IE		19	-12	-4	-5	-24	-19	-15	-32	-21	-27	-40	-36	-38	-25	-41	-21.3
SI		-18	-8	-9	-14	-25	-17	-18	-26	-26	-26	-34	-28	-26	-28	-34	-22.5
EE		-10	-10	-9	-8	-34	-15	-17	-20	-7	-39	-44	-33	-38	-37	-40	-24.1
DK		-8	-29	-2	-23	-21	-7	-4	-29	-21	-44	-56	-28	-39	-19	-40	-24.7
RO		-23	-18	-21	-20	-22	-31	-26	-32	-22	-23	-34	-28	-33	-30	-32	-26.3
HU		-12	-13	-21	-29	-32	-23	-19	-39	-19	-31	-37	-32	-25	-33	-35	-26.7
ES		-22	-18	-27	-12	-36	-17	-28	-19	-23	-36	-38	-27	-45	-39	-41	-28.5
E		-16	-32	-20	-20	-27	-24	-25	-38	-16	-40	-48	-31	-29	-30	-38	-28.9
PL		-25	-34	-26	-24	-24	-24	-25	-37	-20	-27	-32	-33	-37	-36	-36	-29.3
LU		-27	-26	-10	-20	-47	-26	-18	-43	-23	-59	-60	-46	-52	-38	-57	-36.8
LT		-20	-45	-27	-34	-41	-35	-29	-50	-35	-53	-49	-53	-50	-41	-51	-40.9
MT		-4	-30	-38	-12	-51	-51	-42	-40	-47	-50	-50	-44	-51	-57	-56	-41.5
																Groupe 1	11.2
																Groupe 2	-8.7
																Groupe 3	-19.3
																Groupe 4	-26.4

Quel risque de contagion en cas de "Brexit"?

Dans le détail, on voit que les domaines pour lesquels les indices sont les plus positifs, indiquant le sentiment que le pays « ferait mieux » s'il était en dehors de l'UE, diffèrent parfois d'un pays à l'autre :

- A Chypre, ils sont maximaux pour les domaines suivants : emploi (+46), inflation et coût de la vie (+43), économie (+39), immigration (+33) ;
- En Autriche : immigration (+28), inflation et coût de la vie (+28), agriculture (+24), protection des données personnelles (+23) ;
- En République tchèque : immigration (+33), agriculture (+32), protection des données personnelles (+15) ;
- En Italie : agriculture (+16) ; inflation et coût de la vie (+6) ; protection des données personnelles (+5) ;
- En France : agriculture (+13) ; inflation coût de la vie (+7) ; santé (+4) ;
- Enfin, en Bulgarie : énergie (+4), éducation (+4).

On retrouve donc fort logiquement les domaines pour lesquels l'ensemble des Européens étaient le plus partagés : l'immigration, les thèmes liés à l'économie (et notamment l'inflation et le coût de la vie), mais également la protection des données personnelles.

La question des valeurs, une thématique à part

On décide de s'intéresser plus précisément à la question des valeurs, en faisant la moyenne des indices de 2 items : la protection des données personnelles et l'égalité entre les hommes et les femmes. Sur ces questions, le sentiment que leur pays « ferait mieux » en dehors de l'UE est le plus fort en Suède (18), mais également assez marqué aux Pays-Bas (8), 2 pays qui n'apparaissent pas dans le groupe 1, dans l'analyse réalisée sur l'ensemble des 15 domaines étudiés.

En résumé, en prenant à la fois les réponses à la question générale, et à celle détaillée domaine par domaine, on arrive à un groupe de 9 pays, dans lesquels le sentiment que la situation serait meilleure en dehors de l'UE est le plus marqué : Chypre, l'Autriche, la République tchèque, l'Italie, le Royaume-Uni (dans le groupe 1 pour chacune des 2 questions), mais également la Slovaquie, la France, la Croatie et la Bulgarie.

Soutien moyen pour l'UE : les plus négatifs	Sentiment à l'égard de l'appartenance : les plus critiques	Sentiment que la situation serait meilleure en dehors de l'UE (d'une manière générale, et domaine par domaine)
UK 	UK 	UK 
CY 	CY 	CY 
AT 	AT 	AT 
CZ 	CZ 	CZ 
EL 	EL 	
FR 		FR 
DE 		
	IT 	IT 
	SI 	SI 
		HR 
		BG 

A quelques semaines du référendum britannique à l'issue très incertaine, cette étude montre que, en dépit de variations nationales importantes – certains Etats membres se singularisant par un fort euroscepticisme, et même si l'on peut être relativement critique à l'égard de l'UE sans remettre en cause l'appartenance de son pays, une majorité d'Européens sont optimistes pour le futur de l'UE, considèrent que l'appartenance à l'UE est une « bonne chose » et estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE. Par ailleurs, une majorité d'Européens ne pensent pas que leur pays pourrait mieux faire en dehors de l'UE.

En outre, quel que soit le domaine étudié, la proportion d'Européens qui considèrent que leur pays s'en sortirait mieux s'il était en dehors de l'UE est plus faible que celle qui pense le contraire ; en matière de commerce, de recherche scientifique, de politique étrangère et d'environnement et de lutte contre le changement climatique, les Européens sont convaincus que leur pays s'en sortirait moins bien en dehors de l'UE.

Julien Zalc,

Consultant pour TNS opinion

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.